

Communiqué de presse du 17 janvier 2011

La considération sélective de Xavier BERTRAND

Le ministre de la santé ignore les lanceurs d'alerte et l'accès aux soins (1).
Un mauvais coup habituel porté aux soignants et aux citoyens.

Monsieur le ministre de la santé lance sa campagne de séduction auprès des médecins pour tenter de ramener au bercail de la droite un corps électoral habituellement acquis. Pour cela, il a réuni les syndicats de médecins, à l'exception du SMG.

Pourtant il devrait être plus vigilant aux prises de positions de ce SMG.. cela lui éviterait d'apprendre aujourd'hui par l'IGAS que la revue *Pratiques, les cahiers de la médecine utopique*, animée par le SMG, écrivait déjà en 1977 (2) que le Médiateur^o était de la famille des anorexigènes, proche de l'anorexigène pondéral^o et que dans l'attente d'études valables, mieux valait ne pas le prescrire. Que de temps perdu !

En 1974 le SMG appelait à la sortie du paiement à l'acte comme mode de rémunération exclusif des médecins libéraux. C'est aujourd'hui admis par tous.

En 1984 le SMG lançait l'expérience des Unités sanitaires de Bases, qui correspondaient aux Maisons de Santé d'aujourd'hui, et l'expérience fut aussitôt sabotée par les amis de Mme Hubert !

En 1981 des rédacteurs de la revue *Pratiques* créaient la revue *Prescrire*, et en 1990 le SMG participait à la création des premiers réseaux de santé. Depuis, le SMG ne cesse de dénoncer le recul de l'accès aux soins et le développement des inégalités de santé.

Nous ne portons pas les mêmes projets politiques que le ministre de la santé, cela ne justifie pas le mépris.

Le SMG tire sa légitimité de l'engagement de ses adhérents qui, inlassablement, dans leur travail quotidien auprès de leurs patients, tentent d'atténuer leurs souffrances, notamment pour les populations les plus précaires. Il tire sa légitimité de son combat incessant pour l'indépendance de la formation et de l'information.

Ce mépris, nous le subissons comme tous les acteurs qui souhaitent une véritable amélioration de notre système de santé. Cela est le cas pour beaucoup de lanceurs d'alertes, d'innovateurs, de défricheurs, que sont le CoMéGAS (3), le Formindep (4), la revue *Prescrire*, l'ODSE (5) et bien d'autres...

Ne soyons pas naïfs, la politique actuelle ne vise pas à rendre plus facile le travail des soignants... elle ne fait qu'aggraver les inégalités sociales que nous combattons et ne s'attelle en rien à l'omniprésence des firmes pharmaceutiques dans la formation et l'information des professionnels et des citoyens.

Cependant, en démocratie, un ministre de la santé devrait travailler pour le bien de toute la population, de tous les professionnels et les faire participer au débat public sur les questions de santé... Exclure de ce débat ceux qui portent un autre projet ...c'est un pas de plus dans l'ostracisme !

1) Sous pression médiatique, le gouvernement semble porter la plus grande attention au rapport de l'IGAS sur le Médiateur^o mais il vient de dissimuler celui sur l'Aide Médicale d'Etat, poussant ainsi le parlement à voter un droit d'entrée à l'AME, véritable restriction à l'accès aux soins

2) <http://www.pratiques.fr/Mediator-34-ans-plus-tard-Servier.html>

3) Comité des Médecins Généralistes pour l'accès aux soins.

4) Collectif pour une formation et information médicales au service des seuls professionnels de santé et des patients <http://www.formindep.org/spip.php?rubrique10>

5) Observatoire pour le Droit à la Santé des Etrangers <http://www.odse.eu.org/>